LA

QUESTION POLONAISE

DANS L'ÉTAT ACTUEL

DE L'EUROPE

PAR

Alexandre Léliwa Krysinnski,

Ancien secrétaire d'État, aide de camp du général en chef, conseiller d'État.

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE. MÊME MAISON. | LEIPZIG. J. P. MELINE.

1848

LA

QUESTION POLONAISE

DANS L'ÉTAT ACTUEL

DE L'EUROPE.

Imprimerie de la société Typographique Belge,
AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.

LA

QUESTION POLONAISE

DANS L'ÉTAT ACTUEL

DE L'EUROPE.

PAR

M. Alexandre Céliwa Krysinnski,

ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT, AIDE DE CAMP DU GÉNÉRAL EN CHEF, CONSEILLER D'ÉTAT.

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE. | LEIPZIG.

MÊME MAISON. | J. P. MELINE.

1848

LA QUESTION POLONAISE DANS L'ÉTAT ACTUEL DE L'EUROPE.

La conflagration générale de l'Europe, contre-coup de la violente commotion qni agite la France, a dû nécessairement réagir sur les Polonais.

Victimes d'une des plus grandes iniquités politiques, nous débattant depuis plus d'un demi-siècle contre trois géants acharnés à briser notre nationalité, nous saisissions avec un empressement, plus chevaleresque que réfléchi, toute occasion qui nous paraissait propice pour reconquérir notre indépendance. Notre sang a coulé sur tous les champs de bataille; nous n'avons reculé devant aucun sacrifice; nul obstacle ne nous a jamais arrêtés.

Nous avons successivement tout perdu : l'indépendance d'abord, ensuite la nationalité; puis sont venues en masse les vexations : fortune, carrière, liberté, tout y a passé.

Mais, si la force brutale peut empêcher un peuple d'agir, elle ne saurait l'empêcher d'attendre. Nous attendions donc, les uns

dans l'exil, les autres rongeant le frein que l'étranger nous imposait chez nous.

L'heure de la délivrance a sonné enfin. A peine libres elles-mêmes, toutes les nations de l'Europe ont unanimement, spontanément émis le vœu de la reconstitution de la Pologne.

Cette reconstitution, comment peut-elle, comment doit-elle s'opérer? et, dans ce moment suprême, si décisif pour notre avenir, quelle conduite nous convient-il de tenir, à nous? Voilà des questions vitales, de la solution desquelles dépend notre existence comme nation. Ici, toute faute, toute inconséquence, toute légèreté peut devenir mortelle. Plus, par la pente naturelle des choses, nous nous sentons poussés vers l'action, et plus il nous faut de mûre réflexion avant d'agir. Le terrain brûle sous nos pas, il est vrai; et à une époque où les jours comptent pour des siècles, il est concevable, il est pardonnable même, qu'une nation, guerrière avant tout, redoute l'application de ce mot célèbre, destructeur de dynasties et de trônes : « Il est trop tard! » Pour nous toutefois, il est un autre écueil non moins dangereux, écueil contre lequel, à plusieurs reprises déjà, sont venues se briser nos destinées : gardons-nous qu'à nos dépens, l'inexorable histoire n'ait à le signaler par un mot aussi, et que ce mot ne soit : « Il n'était pas temps encore! »

Le grand talent en politique, c'est l'opportunité. Qu'à la première nouvelle des événements de Berlin et de Vienne, l'émigration polonaise ait eu hâte de se rapprocher de l'ancien sol polonais; que, rêvant à une levée de boucliers immédiate, elle ait eu le noble désir de fournir au plus vite son contingent de sacrifices personnels; — c'était bien, et toute âme généreuse applaudira à ce dévouement enthousiaste. La spontanéité, l'élan, sont le propre des masses : le danger leur sourit et les flatte; pour qu'elles courent l'affronter, il ne faut même pas qu'il soit réel; l'apparence seule d'un péril suffit, et l'on est fier de s'y exposer.

Mais les masses ne se meuvent jamais d'elles-mêmes : toujours

elles subissent l'influence d'une idée ou d'un nom : elles ne raisonnent pas, elles s'impressionnent.

Au moment où j'écris, l'émigration polonaise se dirige vers le grand-duché de Posen, où les Polonais sont armés, et où de fatales circonstances, provoquées peut-être par d'autres que par eux, leur font tourner leurs armes contre l'autorité et la population allemande.

Est-ce là ce qu'il y avait à faire? et n'y avait-il pas, n'y a-t-il pas encore, une plus sage impulsion à donner au mouvement?

Abordons franchement la question. S'il faut du courage pour tenir aux passions mises en jeu le sévère langage de la vérité, je ne veux pas qu'on puisse me reprocher d'en avoir manqué.

La Pologne n'existe pas. Les Polonais obéissent soit à l'Autriche, soit à la Prusse, soit à la Russie : les débris de nos tentatives de délivrance forment l'émigration.

Voyons s'il est admissible qu'isolés, abandonnés à nos propres forces, nous puissions faire revivre notre patrie.

Je commence par l'émigration, car c'est à elle qu'est dû l'honneur d'avoir hautement manifesté sa foi dans l'avenir de la Pologne. Persécutions, déceptions, misère, rien n'a ébranlé sa noble fermeté. Sentinelle avancée du patriotisme, elle a fait preuve d'une persévérance rare, elle a déployé une infatigable vigilance. Il est certes à regretter que des discordes intestines aient souvent troublé l'union des émigrés; mais il n'en pouvait presque pas être autrement. Le malheur rend défiant et soupçonneux, et il n'y a rien de plus implacable que les partis à moitié comprimés.

Eh bien! que pourrait faire maintenant l'émigration pour conquérir une Pologne? Rien absolument. Ah! lorsqu'il s'agissait de stimuler le zèle des amis de la Pologne en France et en Angleterre, de conserver intact le palladium de nos croyances politiques, le rôle de l'émigration était tout tracé, et elle a bien raison d'être glorieuse de la manière dont elle s'en est acquittée. Mais que peuvent, pour la Pologne, quelques milliers d'hommes,

sans armes, sans argent? Que pourraient-ils, même armés?

Supposons que le gouvernement français eût commis la faute d'accorder aux Polonais les armes qu'ils lui demandaient; qu'en fût-il résulté? Le gouvernement français se fût compromis, eût démenti son programme, et les Polonais n'en eussent même pas profité. Car il est hors de doute que l'Allemagne, malgré toutes ses sympathies pour la Pologne, n'eût pas permis, n'eût pas pu permettre un libre passage, non-seulement à une troupe armée, mais encore à des fractions de troupe armée. Force eût donc été de laisser là ses armes.

Mais, dira-t-on, on eût pu les expédier en Pologne, où les émigrés rentrants les eussent retrouvées.

Et comment eussiez-vous fait pour les expédier à l'insu de la France, et pour les recevoir à l'insu de la Prusse ou de l'Autriche? car je suppose que ce n'est pas sur la Russie que vous eussiez voulu les diriger. Ne voyez-vous donc pas que c'eût été, de la part de chacun de ces gouvernements, une mesure d'hostilité envers le pays contre lequel vous eussiez voulu faire servir ces armes? Et pensez-vous qu'on ira commencer des hostilités pour vous faire avoir quelques milliers de fusils?

Admettons toutefois que, n'importe de quelle manière, toute l'émigration soit armée, qu'elle forme des bataillons parfaitement organisés, et qu'on lui permette de passer en Pologne. Dans quelle partie de l'ancienne Pologne ira-t-elle? Serait-ce en Russie? Elle serait écrasée. — En Autriche ou en Prusse? Comme, malgré les remaniements que ces puissances sont en train de faire, elles n'ont encore rien décidé sur leurs provinces polonaises, et que nous sommes dans l'hypothèse de la conquête de la Pologne par les Polonais eux-mêmes, il est évident que ni l'Autriche, ni la Prusse, ne sauraient non plus, dans ce cas, tolérer dans leurs États une invasion de Polonais armés. A quoi donc nous auraient servi des armes? et qu'avions-nous besoin d'en demander et de nous exposer à un refus certain?

Je l'avoue, c'est avec un sentiment pénible que j'ai appris cette démarche; et j'eusse préféré qu'on n'eût sollicité auprès du gouvernement français, que ce qu'il pouvait et ce qu'il devait accorder.

Il me paraît tout à fait superflu de démontrer plus au long, que l'émigration seule, même dans des circonstances impossibles, et avec les conditions les plus favorables, serait impuissante à opérer la renaissance d'une Pologne libre et indépendante.

Appuyée sur les populations de la Gallicie, du grand-duché de Posen et de la Pologne russe, ou bien les appuyant, les encourageant elle-même, et agissant de concert avec elles, mais avec elles seules, pourrait-elle être plus heureuse ?

Ici, la tâche que je me suis imposée, devient dure et pénible. Il est triste d'avoir à désillusionner des compatriotes qui ont toutes vos sympathies. Lorsqu'une nation entière, longtemps opprimée, voit poindre à l'horizon l'aurore de la liberté, et qu'elle brûle du désir de combattre et de vaincre, il faut une conviction profonde pour oser s'écrier : Frères, attendons, le moment n'est pas encore venu !

Attendre, quand le sang est à la tête et les plus nobles passions au cœur! quand, autour de vous, vous ne voyez que le triomphe des idées libérales et l'affranchissement des peuples! attendre, quand tout semble vous convier à prendre au plus vite la place qui vous est due parmi les nations!

Oui, attendre : se bien garder de tirer témérairement l'épée; faire à la Pologne le sacrifice de nos penchants belliqueux; attendre, et nous préparer pacifiquement au combat.

Abstraction faite de l'influence morale, nous avons vu déjà de quel poids pouvait être l'émigration, matériellement parlant. Il est incontestable que l'importance des provinces polonaises de la Prusse et de l'Autriche est bien autrement imposante; et c'est cette importance même qui, exerçant une fascination

invincible sur la partie ardente de la population, explique, jusqu'à un certain point, l'attitude menaçante du grand-duché.

Mais, s'il suffit de frapper l'imagination des masses pour les faire agir, il serait impardonnable à un homme d'État de se laisser dominer par l'enthousiasme. Examinons donc à froid, avec le scalpel de la raison, ce que la Gallicie et Posen, abandonnés à eux seuls, pèsent dans la balance des destinées futures de la Pologne.

L'Autriche, et la Prusse surtout, ont déclaré vouloir donner à leurs provinces polonaises une organisation entièrement nationale. Qu'en résulte-t-il? Évidemment que, pour le moment au moins, ces deux puissances ont l'intention de garder ces provinces, et non de s'en dessaisir. On n'organise pas ce qu'on veut abandonner. Il est, en diplomatie, peu de choses plus claires, selon moi, que cette conséquence forcée. Et pourtant, la fatale légèreté avec laquelle nous prenons nos rêves pour des réalités est tellement grande, que nous avions eu le talent de nous persuader presque, qu'on nous rendait déjà la Gallicie et la Posnanie; et nous commencions même à faire les difficiles quant à la délimitation des territoires. Les uns, ne démordaient pas de Dantzick; les autres, et c'étaient les plus conciliants, les tièdes, voulaient bien se contenter de Thorn. Qu'en est-il résulté? Nous avons semé du vent, nous recueillons des tempêtes : on nous conteste même Posen.

Étrange aveuglement! hallucination déplorable! Et comment ferons-nous pour arriver au port, si, dédaigneux de la prudence précautionneuse, nécessaire surtout pour nous à cause de nos antécédents, nous prenons pour boussole, des fictions, attrayantes, il est vrai, mais qui doivent nécessairement imprimer à nos efforts une fausse direction? Puissé-je me tromper! mais le mouvement qui a lieu dans le grand-duché de Posen nous aliénera pour longtemps l'esprit de la Prusse et de l'Autriche! Lorsque plus tard, dans le conseil des rois et des peuples, il sera question de ce qu'on devra faire pour nous, le

contre-coup des événements de Posnanie se fera sentir ! Puissé-je être mauvais prophète !

Quoi qu'il en soit, nous sommes obligés d'avouer qu'aujourd'hui, ni la Prusse, ni l'Autriche ne manifestent l'intention de nous restituer définitivement ce qu'elles possèdent de nos dépouilles. Comment feront donc les habitants du grand-duché de Posen et de la Gallicie, même avec le secours actif de l'émigration, pour obtenir leur indépendance les armes à la main? L'entreprise est certes immense; et malgré le travail d'organisation de la Prusse et les incontestables embarras de l'Autriche, nous ne pouvons empêcher chacune de ces puissances d'avoir une armée, des canons, des forteresses, des finances, une diplomatie, une administration.

Elles ne se laisseront pas déposséder sans combat.

Il faudra donc vaincre.

Quels sont nos éléments de succès?

Quelques fusils, des faux, peu de munitions et d'argent, — et beaucoup de courage.

Le courage personnel, c'était beaucoup et presque tout, aux temps de la chevalerie; mais avec la poudre à canon et les gros bataillons, le courage seul ne suffit plus.

Entendons-nous pourtant. Dans une grande ville, dont les habitants seraient presque unanimes pour une résistance désespérée, le courage et la persévérance peuvent contre-balancer les avantages d'une armée régulière, surtout si celle-ci a des ménagements à garder. Admettons donc qu'à Lemberg et qu'à Posen, malgré la forteresse, la population tienne tête à l'armée, et la force même à évacuer chacune de ces villes. Cela nous donnerait-il gain de cause? Hélas! je ne le pense pas. Il faudrait toujours livrer bataille; et en rase campagne, Napoléon, qui s'y entendait bien, Napoléon l'a dit, la fortune est presque toujours du côté des gros bataillons.

Et puisqu'il n'est guère probable qu'à nous seuls, nous

soyons les plus forts en Autriche ou en Prusse, que dire, grand Dieu ! de ceux de nos frères qui gémissent sous le joug de la Russie?

Là, dénationalisation complète ; la religion même, persécutée. Drapeau, administration, lois, tout nous a été successivement enlevé; et, à cet acte de vandalisme, nous n'avons même pas gagné sous le point de vue matériel. Notre administration valait mieux que celle qu'on a violemment implantée chez nous. Les lois qu'on nous a imposées nous reculent de plusieurs siècles. Honte éternelle aux Polonais qui ont concouru à cette œuvre parricide! car parmi ses auteurs il y a quelques Polonais! Celui même qui les emploie et qui les récompense impérialement, ne peut que les mépriser au fond du cœur. Anathème contre eux! Que mes paroles leur tombent sur le front comme une flétrissure!

Ce n'est pas tout encore. La conscription, et l'absence dans le pays de toute autre école que les écoles élémentaires, ont dégarni ces malheureuses contrées de toute la génération nouvelle. Défense d'élever à l'étranger les enfants depuis l'âge de dix ans, et manque complet, dans le pays, d'universités et de lycées même : force est donc aux parents d'envoyer leurs fils adolescents au cœur de la Russie, pour y faire leurs études. Sont-ils de retour, la conscription vient les atteindre, et les ravit de nouveau à des mères éplorées. D'ailleurs, l'espionnage à l'ordre du jour; toutes les idées libérales frappées d'ostracisme ; une censure tellement méticuleuse, vétilleuse à un tel point, que des livres et des journaux permis à Saint-Pétersbourg sont prohibés à Varsovie. Tout le pays désarmé depuis dix-sept ans; et maintenant, les armes de luxe reprises encore. Les communications intérieures entravées par l'obligation d'être muni d'un passe-port pour aller d'un district dans un autre. Une armée nombreuse sur le pied de guerre. Dans les villes, des canons braqués au coin des rues, les canonniers à leurs pièces, mèche allumée. Le carnage, la potence et la Sibérie, chargés de répri-

mer militairement toute velléité d'insurrection. Enfin, le *væ victis* dans toute sa rigueur.

Voilà la Pologne russe. Pensez-vous qu'une levée de boucliers soit possible à Varsovie, et qu'elle puisse y réussir?

Mais Paris, Milan, Vienne et Berlin?

Ah! que ces magnifiques épopées ne nous tournent pas la tête!

Paris, centre tout-puissant d'un puissant empire, capitale du monde civilisé; Paris, avec son million d'habitants, ses cent mille gardes nationaux armés, ses deux faubourgs regorgeant de lave vivante; avec la mémoire des luttes sanglantes qu'il a soutenues, et l'habitude de la résistance, et en quelque sorte de la victoire, Paris a triomphé, oui. Son triomphe de 1830, et celui de février, les doit-il rien qu'à sa force, et à ce mâle et intrépide courage qu'il a déployé?

Je n'hésite pas à dire : Non. Ce n'est pas une œuvre de parti que j'écris; et je n'aime pas plus les flatteurs du peuple, que les courtisans dorés.

En juillet, Paris est resté vainqueur, d'abord parce qu'il représentait la France, sur les libertés de laquelle des ministres impies avaient osé porter une main sacrilége; ensuite, parce que l'imprévoyance de la couronne et de ses conseillers avait égalé leur impéritie : ils avaient jeté à la face de la nation un défi insolent et audacieux, et n'avaient rien, ou presque rien fait pour s'assurer le succès.

Dernièrement, Paris a vaincu aussi, non qu'il n'eût pas pu succomber, non que la France fût lasse de la royauté et soupirât après la république, mais parce que le roi n'a su ni céder, ni sévir à temps.

Est-il donc dans l'essence du pouvoir suprême de donner le vertige à ceux qui en sont investis? Et s'il en est ainsi, peuples, qui êtes tout-puissants aujourd'hui, que l'exemple de ces rois, tombés de si haut, si vite et si bas, ne vous soit pas une stérile leçon!

Berlin et Vienne ont eu le dessus; mais la lutte n'était pas comparable à celle que nous aurions à soutenir, nous. Il n'a jamais été, il n'a jamais pu être dans l'intention du roi de Prusse ou de l'empereur d'Autriche de mitrailler les bourgeois de Vienne et de Berlin. Et puis, sur qui ces capitales l'ont-elles emporté? Sur leurs compatriotes : c'était une double saignée qu'on pratiquait et qui ne pouvait durer.

Nous autres, si nous combattions en Gallicie, à Posen, ou dans la partie polonaise de la Russie, nous aurions pour adversaires, non des Polonais comme nous, mais, et la différence est prodigieuse, une population et des troupes étrangères, qui nous traiteraient en ennemis, et pour qui la victoire serait une nécessité et un point d'honneur.

Milan, il est vrai, a vaincu dans des conditions beaucoup moins favorables que celles de Paris, de Vienne et de Berlin; et cependant, que nous sommes loin d'avoir pour nous, ce qui a amené le triomphe des Milanais! Ils ont, oui, résisté à une armée autrichienne appuyée sur une citadelle; mais ils étaient tous unis contre elle. Milan, tout le Milanais, étaient unanimes pour la résistance et l'affranchissement.

Il y a plus. Ils avaient derrière eux l'Italie, l'Italie régénérée, ardente, aspirant à former un tout fort et compacte, l'Italie grande par la majesté de ses souvenirs, par celle de son réveil, grande surtout par la majesté presque divine de la voix qui l'avait appelée à la liberté.

Les Milanais avaient encore à leurs côtés la France, la France généreuse, bouillonnante, la France, menace terrible, et puissant espoir.

Me préserve le ciel de vouloir, de quelque manière que ce soit, obscurcir la gloire des Milanais! Leur courage, leur héroïsme a été admirable. Dans les fastes de la liberté, il y aura difficilement de plus belles pages que celles qui leur seront consacrées par l'histoire. Tout ce que je viens de dire a pour but, non d'atténuer le mérite de leur vaillance, mais de

démontrer que la vaillance seule ne suffit pas pour nous.

Et nous aussi, nous savons tout sacrifier pour la patrie. Le feu des batteries ennemies, quelque meurtrier qu'il soit, ne nous effraye pas : la mort a largement moissonné dans nos rangs. Vous tous qui combattez pour la liberté, sachez bien que nous sommes vos aînés, nous, martyrs de cette sainte cause. Plus heureux que nous, vous ceignez de lauriers vos fronts victorieux, et un crêpe funèbre couvre encore nos pénates! Ne vous étonnez donc pas de l'ardeur avec laquelle nous nous précipitons dans la mêlée; admirez plutôt le sublime dévouement qui nous y fait courir. Ce n'est pas à vous, libres et forts, à nous reprocher de vouloir au plus vite la liberté et la force. Juges dans votre propre cause, ne blâmez pas si sévèrement des fautes que, peut-être, vous avez provoquées vous-mêmes.

Quant à nous, voyons, serions-nous dans des circonstances, pareilles même à celles des Milanais? Hélas! non. Pas de Pologne libre qui nous pût secourir; — les frontières hérissées de baïonnettes russes; — la France trop éloignée et l'Allemagne hostile; — le théâtre même de la guerre, habité en partie par des populations que, par le fait seul du combat, nous nous serions rendues ennemies. — Parmi nous aussi, si ce n'est la discorde, au moins le manque d'unité; — la méfiance entre les propriétaires et les paysans; — en cas de revers, nul autre refuge que la merci du vainqueur.

Quel désolant tableau! désolant de vérité surtout! Et la valeur seule devrait servir de contre-poids à tous ces obstacles! Acteur moi-même dans les combats de la guerre de 1831, je connais certes la valeur de notre soldat : je dois pourtant avouer en gémissant qu'elle seule ne saurait suffire. Ce serait un brillant et coupable suicide.

Mais si, spontanément, toutes les parties de l'ancienne Pologne se soulevaient, et que le drapeau national fût arboré en même temps, en Gallicie, dans le grand-duché de Posen, dans le ci-

devant royaume constitutionnel de Pologne et dans les provinces incorporées à la Russie?

D'abord, cette homogénéité de mouvements est-elle présumable là où tant d'éléments hétérogènes se heurtent, se jalousent et s'amortissent, en subissant l'influence délétère de systèmes, de lois et de principes différents? Ce premier obstacle vaincu, que s'ensuivrait-il? Que l'Autriche, la Prusse, la Russie, désunies maintenant, se donneraient la main pour une répression ferme, rapide et décisive. Nous commettrions donc la plus grande faute stratégique possible, celle de forcer nos ennemis à opérer leur jonction, tout en restant disséminés nous-mêmes. Le résultat de cette faute pourrait difficilement être douteux.

Et la sympathie des peuples de l'Allemagne, celle de l'Europe tout entière, faut-il aussi les compter pour rien? Peut-on admettre que les troupes allemandes, composées de soldats-citoyens, se battraient contre nous?

Une des choses les plus funestes, les plus pernicieuses, dans les temps d'effervescence populaire et de révolution, ce sont les mots; non les idées, mais les mots, les phrases. Il y en a qui sont comme une bannière pour les masses qu'ils remuent profondément; et, phénomène étrange, les plus creux, les plus élastiques, ceux qui ne désignent rien absolument, ou qui ne font qu'embrouiller une situation, ont précisément le plus de vogue, et électrisent les partis, qui les prennent au sérieux.

De ces mots-là, nous en avons enterré beaucoup : ils sont comme le phénix, ils renaissent de leurs cendres. Un *roi-citoyen*, un *trône qui était la meilleure des républiques*, ces niaiseries-là ont passé. Il est vrai que les hommes à traditions, à principes, les têtes gouvernementales, n'y attachaient jamais d'importance : toujours est-il que ces mots ont fait beaucoup de mal. Il y a quantité de gens qui ne sentent pas toute l'incompatibilité qu'il y a entre ces idées : *roi* et *citoyen*, *trône* et *république;* qui ignorent qu'elles ne peuvent pas exister simul-

tanément, et que nécessairement, dans un temps donné, l'une d'elles, n'importe laquelle, doit absorber l'autre. Donc, lorsque le moment de l'absorption arrive, il se trouve que l'idée absorbante a autant d'ennemis acharnés, que l'idée absorbée avait de partisans.

Voilà le secret des luttes sanglantes soutenues par la royauté des barricades, et celui de sa chute. Dès sa naissance, un principe morbide étouffait cette royauté. Elle devait, fatalement, ou crouler, ou ne s'implanter que sur les décombres du parti républicain. Elle a voulu durer, et n'a pas voulu de sang : elle a croulé ; les demi-mesures l'ont tuée. Qui dit gouvernement, dit force. Les républicains, eux, sont beaucoup plus logiques : parlez-leur d'un *républicain-roi*, ou d'une *république à institutions monarchiques*, et vous verrez s'ils toléreront de pareilles utopies.

En fait d'utopies, celle de *soldat-citoyen* est de première force. Et puisque nous vivons dans un temps où tout est remis en question, où l'on conteste tout, propriété, famille, religion, on me pardonnera peut-être de démontrer sérieusement l'impossibilité du *soldat-citoyen*.

L'obéissance passive est la qualité distinctive du soldat : pratiquant sans relâche la plus complète abnégation de soi-même et le dévouement le plus admirable, il exécute des marches, souffre des privations, combat, tue et meurt, parce qu'on le lui a ordonné : mieux il obéit, meilleur il est. L'honneur militaire consiste dans la fidélité au drapeau, à la consigne : le raisonnement n'a rien à y faire; l'intelligence suffit. Des soldats qui délibéreraient, seraient des factieux. Aussi, dans toute armée régulière, la discipline est-elle sévère, la hiérarchie des rangs inexorable et absolue, et le soldat, en temps de guerre surtout, obéit à une sorte de dictature.

Le citoyen n'obéit qu'à un être moral, à la loi. Tout ordre qu'il recevrait, il a le droit et le devoir, il a le temps d'en peser la légalité avant de l'exécuter, et il ne l'exécute qu'autant qu'il

est légal. Le citoyen a le droit et le devoir d'émettre son opinion personnelle, chaque fois qu'il est appelé à un acte de la vie publique. Il est l'égal de tout le monde. Il a le droit de discuter et de critiquer les actes du gouvernement : lorsqu'il exerce des fonctions politiques, il a le droit de refuser son concours légal aux mesures qui lui paraissent mauvaises. La discussion est éminemment du ressort du citoyen.

Bornons-nous là. N'est-il pas évident que c'est une aberration étrange, que de demander au soldat la stricte observation de ses devoirs, c'est-à-dire une entière obéissance aux ordres qu'il recevra, et de le rendre en même temps, ne fût-ce que moralement, responsable de l'opportunité, de la légalité de ces mêmes ordres qu'il est appelé non à discuter, mais à mettre immédiatement à exécution ? Ne voyez-vous pas que c'est l'impossible que vous exigez là, et que, dès qu'il faudra agir, ou vous laisserez au soldat la peur d'être mauvais citoyen en restant bon soldat, ou bien vous le forcerez à être mauvais soldat, de crainte de devenir mauvais citoyen ?

Répudions donc cette monstrueuse création du *soldat-citoyen*. Et vous, qui vous trouvez chargés de la régénération de l'Europe, rois ou hommes du peuple, n'oubliez pas que vous êtes sur la sellette de l'histoire. Soyez courageusement francs : si les armées, telles qu'elles existaient jusqu'à présent, sont antipathiques au nouvel ordre de choses que vous projetez, ne dites pas que vous voulez des soldats-citoyens : vous en voulez tout autant que vous avez voulu des *rois-citoyens* et des *trônes républicains*, ou bien, que vous voudriez des *républicains-rois* et des *républiques-monarchies*. Dites que vous ne voulez pas du tout d'armées. Dites-le, et faites surtout que vous puissiez vous en passer : la paix du monde et la liberté y gagneront.

En voilà bien assez, et beaucoup trop, sur les soldats-citoyens. Tenons-nous-le pour dit : si nous avons la criminelle maladresse de nous constituer en état de guerre vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche, on nous opposera, non des armées citoyennes

qui nous recevraient l'arme au bras et seraient disposées à se laisser dissoudre par nous, mais des armées dans le sens naturel et logique de la chose, des armées aguerries, disciplinées, impatientes de prendre sur nous leur revanche des échecs, qu'on leur a ordonné d'essuyer à Vienne et à Berlin. Voyez la fière attitude des troupes à Potsdam, le comte Zicci devant un conseil de guerre, les armements destinés à reprendre Venise, et osez dire que j'ai tort. De ce que la cour d'Autriche, aux traditions si patriarcales, de ce que le roi de Prusse, si bon, si honnête homme, n'ont pas voulu prolonger la lutte, lutte possible et nécessaire contre ce qu'on croyait la sédition, mais inutile dès que la grande voix du peuple se fut fait entendre, — n'allez pas conclure que douze, ou vingt, ou cinquante mille faux suffiront, pour que bénévolement, et sans compensation, on vous abandonne une population de plusieurs millions d'hommes, et un territoire à l'avenant.

N'allez pas non plus prendre le change sur les sympathies de l'Allemagne, sympathies réelles, en effet, sincères, mais qui, même avant la rude atteinte que les derniers événements de Posen leur ont portée, n'étaient guère ce que vous vous figurez.

Les sympathies de l'Allemagne! Ah! que n'assistiez-vous comme moi, à cette première séance des députés allemands à Francfort, où je voyais déjà arriver le moment du triomphe de ceux qui demandaient avec acharnement l'incorporation du grand-duché de Posen dans la confédération germanique! Si cette incorporation n'a pas été prononcée, si la question de Posen a été provisoirement laissée en dehors des délibérations, nous le devons, non pas à des sympathies bavardes et infructueuses, mais à la parole calme, grave et convaincante d'un homme d'État; nous le devons à M. de Gagern : notre reconnaissance et celle de l'histoire n'oublieront pas ce nom.

Beaucoup d'entre nous s'imaginent peut-être que le peuple allemand, s'érigeant en redresseur de torts, veut faire du donquichotisme politique; que, reniant les faits accomplis, détrui-

sant la balance européenne, il se laissera aller à la puérile gloriole de hautement déverser le blâme sur ses rois passés et présents; qu'en un mot, sans traités préalables, sans garanties de sécurité et de paix, l'Autriche et la Prusse nous restitueront de suite, saintement, ce que Marie-Thérèse et Frédéric le Grand nous ont pris.

Les gouvernements réguliers ne procèdent pas ainsi; ils ne jouent pas, follement, les destinées des empires; ils ne règlent pas leur conduite sur des clameurs de place publique ou sur des criailleries de clubs. Un ministère a beau avoir l'origine la plus populaire, a beau professer les principes les plus généreux et les plus libéraux, il lui est impossible de rompre en visière aux traditions; il faut qu'il ait sa diplomatie; et la diplomatie d'un ministre ne peut pas être celle d'un président de société populaire.

Or, il serait contraire aux plus simples notions gouvernementales, de débuter par où l'on doit finir. Pour mon compte, je n'en doute pas, l'Autriche et la Prusse, conjointement avec la Russie, finiront par reconstituer une Pologne. Mais précisément de ce qu'elles finiront par là, il s'ensuit qu'une boutade, telle que le serait l'abandon actuel de la Gallicie et de Posen, est impossible. L'Allemagne, heureusement pour elle, et pour nous aussi, est trop civilisée, trop expérimentée, trop habile, pour faire un pas de clerc de cette force.

J'ai dit : heureusement pour nous aussi, pour nous, Polonais.

Ne vous indignez pas trop, vous dont je détruis les illusions! Ne criez pas à l'apostasie, au traître vendu à la Russie! Vos vociférations ne m'effrayent guère; et, placé entre une popularité éphémère et ma conscience, je ne reculerai pas d'un pouce. Je maintiens mon dire; et, ce que j'ai avancé, je vais le prouver.

Je prétends que ce serait un véritable malheur pour la Pologne si, par un fatal miracle, il se pouvait qu'à présent la Posnanie et la Gallicie fussent déclarées indépendantes et livrées à elles-mêmes.

Voici mes raisons :

La Prusse et l'Autriche se dessaisissant maintenant, elles seules, de leurs provinces polonaises, rompraient, à leur propre détriment, l'équilibre européen, et s'affaibliraient incontestablement. Elles ne pourraient donc être amenées à cette mesure que pour se débarrasser de leurs sujets polonais. Ce but une fois atteint par l'abandon, elles ne se mêleraient plus des affaires intérieures de la nouvelle Pologne, et se borneraient à surveiller leurs frontières.

On nous aurait rendu le territoire, mais voilà tout.

Le matériel, d'où, quand et comment l'aurions-nous? Certes, on ne nous aurait laissé ni canons, ni arsenaux, ni tous les rouages administratifs. Le crédit, on n'aurait pas pu nous le laisser, eût-on même voulu le faire. Il nous faudrait donc créer, improviser tout cela. Malheureusement, le crédit ne s'improvise pas : d'ailleurs les capitalistes, race prosaïque et positive par excellence, sont assez insolents pour trouver que le temps n'est pas à la confiance.

Jetez un coup d'œil sur la carte de l'Europe. Nouveau contretemps. La Gallicie et le grand-duché de Posen ne se touchent d'aucun côté. Donc, deux capitales, deux administrations, deux armées.

Consultez l'histoire et la statistique; et consultez les, non avec l'esprit de parti, mais avec le désir d'y découvrir la vérité et d'y puiser d'utiles enseignements. Vous verrez qu'en Gallicie comme à Posen, la population est composée d'habitants dont l'origine, la langue, la religion, les mœurs, les intérêts sont loin d'être les mêmes.

Ajoutez à cela le bouleversement inséparable d'un changement, non plus de dynastie, mais de nationalité; les tiraillements de l'esprit de parti; les jalousies de castes; — et dites-nous où vous puiseriez les immenses ressources nécessaires pour suffire aux inextricables difficultés de la position?

Cette position serait telle, que Napoléon et Colbert périraient à la tâche.

Voyons, quelle forme de gouvernement adopteriez-vous? La monarchie? La république? Toujours des mécontents et des partis à comprimer.

Un conseil provisoire? L'expérience a dû vous prouver ce que vaut le provisoire en temps de crise.

Auriez-vous une chambre qui délibérerait? Vous useriez en d'incessantes luttes de tribune toute votre énergie gouvernementale; vous alimenteriez l'anarchie; vous dévoileriez au monde les secrets de votre impuissance.

Ne voudriez-vous pas d'assemblée délibérante? Vous ameuteriez contre vous toutes les ambitions anciennes et nouvelles, impatientes de se faire jour, de se mouvoir, de jouer un rôle.

Et ne faites pas retentir ici le saint mot de patriotisme; ne dites pas que par patriotisme tout le monde serait de la même opinion, de la vôtre, s'entend. Non, il n'en serait rien. Nous sommes tous bons patriotes; et pourtant, bien que nous visions tous au même but, à l'indépendance et à la prospérité de la Pologne, nous différons sur tant de points essentiels! Vous dont je combats ici à outrance les tendances, que je crois fatales, ne sais-je pas que vous êtes purs, dévoués, prêts à tout sacrifier pour la patrie? que si vous vous trompez, vous êtes de bonne foi et pensez faire pour le mieux? Et cependant vous vous trompez, vous persévérez dans l'erreur et si vous ne perdez pas la Pologne, c'est parce que, comme la vérité et la justice, la Pologne est impérissable. Mais vous entravez la marche des événements qui lui sont propices; vous retardez le moment de sa renaissance et celui de son développement.

Le patriotisme ne vous sauverait donc pas, et tandis que vous useriez vos dernières forces rien qu'à vivoter au jour le jour, votre gigantesque voisin se rirait de vos impuissants efforts, et suivrait attentivement les convulsions de votre agonie. Que si,

en dépit de toutes les prévisions humaines, des conditions de vitalité venaient à surgir pour vous, vous chercheriez indubitablement à vous arrondir du côté de la Pologne russe; et alors ce ne seraient pas les prétextes de vous faire la guerre qui manqueraient à la Russie. La guerre, vous l'auriez impétueuse, terrible, à mort.

Quels seraient vos alliés?

Les alliances, sachez-le bien, ne viennent pas aux faibles; et ce ne sont pas les sympathies, mais les intérêts qui les cimentent. La Prusse et l'Autriche vous laisseraient probablement vider vous-mêmes votre grande querelle nationale; car, si elles avaient voulu de la guerre, elles ne se seraient pas volontairement affaiblies, en vous livrant à vos dissensions intestines et à l'avide convoitise de la Russie.

Et supposant que ces puissances vinssent enfin à votre secours, ce ne serait que trop tard, mollement; par la raison toute simple, qu'elles ne seraient pas fâchées de vous bien faire sentir combien vous aviez eu tort en vous hâtant de briser les liens qui vous unissaient à elles, et combien était flagrante l'impossibilité pour vous d'exister avec vos seules ressources actuelles.

Mais je veux croire encore que nous sortirions victorieux de cette lutte; exténués, haletants, meurtris, mais victorieux. Et après? Comme nous ne pourrions devoir le succès qu'à la coopération active, prépondérante, de la Prusse et de l'Autriche, il s'ensuivrait forcément, qu'après le triomphe, notre existence et les conditions de cette existence dépendraient plus que jamais de l'Allemagne, de l'Europe, des traités à intervenir. C'est-à-dire que, mettant de côté les premiers rudiments, non-seulement de la science gouvernementale et de la diplomatie, mais encore de la logique, nous aurions aventureusement joué notre va-tout, pour, dans le cas le plus favorable, revenir au point de départ; et y revenir, moins le plus pur de notre sang que nous aurions versé, et plus les désastres de tout genre,

inséparables d'une des guerres certes les plus sanglantes dont l'histoire ait conservé la trace.

Est-ce clair cela, oui ou non?

Je le demande; mais non à vous, chevaleresques étourdis, glorieux promoteurs de stériles sacrifices, incorrigibles victimes de tout danger : vous êtes peu capables de saisir l'ensemble d'une situation compliquée.

Hommes à courage moral, si rare et si précieux dans nos temps d'effervescence et de transition; hommes rompus aux affaires par l'étude ou par l'expérience, et qui seuls pouvez les mener à bonne fin; hommes sérieux et impartiaux, n'importe de quelle nuance politique, — c'est à vous à répondre. Jurés de l'avenir, la main sur le cœur, devant Dieu et sur votre conscience, prononcez votre verdict!

Mais que faire donc?

Que faire? Ne pas harceler le lion populaire; le museler. Mettre dans nos intérêts la Prusse et l'Autriche, et non les indisposer contre nous. Tirer profit des légitimes sympathies que notre cause inspire, et non les attiédir. (Car vous les avez attiédies : suivez attentivement l'esprit des journaux les plus avancés en théories libérales; comparez, par exemple, le langage actuel de la *Gazette de Cologne*, à celui qu'elle tenait il y a quinze jours, et vous verrez si je dis vrai.) Seconder de toutes nos forces les mesures organisatrices des gouvernements dans le sens de la nationalité, même si elles laissaient quelque chose à désirer. Ne pas vouloir tout obtenir à la fois, surtout dans les choses de détail, qu'il est impossible de régler d'un trait de plume. Détruire, déraciner complétement, par nos actes, l'erreur que nos ennemis ne manquent pas de propager sur notre compte, à savoir : qu'il nous suffit d'avoir un peu de liberté, pour produire beaucoup de désordre. Consacrer tout notre temps, tous nos efforts, toutes nos forces à organiser en Posnanie, et, s'il y a lieu, en Gallicie, une armée aussi nombreuse et

aussi bien disciplinée que possible. Nous bien pénétrer de cette vérité, que, pour arriver à cette organisation, il nous faut absolument agir, non en dehors du gouvernement, mais conjointement avec lui. Demander même aux autorités compétentes de surveiller, de diriger nos armements; habituer ainsi le soldat allemand, si brave, si loyal, à fraterniser avec nous, et, en même temps, nous y habituer nous-mêmes. User avec la plus grande modération des franchises et des libertés acquises aux peuples, et cela, de peur d'avoir même l'air de vouloir en abuser. Ne jamais perdre de vue qu'à côté des incontestables sympathies que nous éveillons, se glissent et s'infiltrent l'envie, l'égoïsme, l'intérêt sordide; que pour neutraliser des machinations, d'autant plus à craindre qu'elles sont ténébreuses et tortueusement ourdies, il faut bien nous garder de donner prise contre nous; et que nous le ferions par tout excès, même dans les choses les plus nobles, vu que tout excès serait, aujourd'hui, pour le moins intempestif. Intéresser à notre cause toutes les classes de la population, en leur assurant dès à présent une juste participation à la vie publique de l'État. Proclamer hautement le nivellement des inégalités civiles, religieuses et politiques, sans toutefois tomber dans l'exagération : nommément ne pas faire du libéralisme de carrefour en attaquant la noblesse et les titres (1). En un mot, marcher de concert avec le gouvernement, et, pour qu'on ménage nos susceptibilités nationales, ne pas heurter celles de cette noble Allemagne, qui, innocente des torts qu'ont eus des souverains d'un autre siècle, fait un si chevaleresque usage de sa liberté, lorsqu'elle proclame notre nationalité et qu'ainsi elle nous prépare l'indépendance.

Quelle rude tâche que tout cela! Quel travail d'Hercule! Que de soins laborieux, incessants, épineux quelquefois, onéreux toujours! Qu'il serait plus facile et plus attrayant d'aller, l'épée

(1) Voyez la note page 45.

à la main, la lance au poing, affronter la mort et demander aux batailles la solution du problème de notre existence! Qu'il serait beau de réussir! Et si l'on succombait même, ne mourrait-on pas en preux? Vivant, on aurait occupé de soi le monde entier; mort, on resterait la gloire et l'orgueil des siens! Une femme chérie ne viendrait-elle pas déposer sur notre tombe une couronne, où des lauriers se mêleraient aux cyprès?

Nobles, mais égoïstes transports! Vous qui en subissez l'impulsion, voulez-vous que je vous éclaire sur le secret mobile qui vous fait agir et auquel vous obéissez sans le connaître? Je vais vous le faire connaître, ce mobile; et hardiment, sans circonlocutions, je l'appellerai par son nom.

Vous vous figurez que c'est la Pologne seule?

Non, c'est encore et principalement la soif d'agir et la peur d'être devancés. Peu vous importe que vous périssiez, pourvu que vous ayez moissonné quelque gloire. A tout prix il vous faut une arène pour déployer et votre vaillance, et ce courageux mépris de la mort qui vous distingue, et toutes les généreuses passions qui débordent en vous. Comprimés si longtemps dans vos efforts, c'est cette arène que vous cherchez maintenant, et que vous avez hâte de trouver. Voilà le dieu auquel vous sacrifiez à votre insu. Prenez garde que, dans ce sanglant tournoi où vous vous précipitez si témérairement, ce ne soit la Pologne qui reçoive les coups que vous destinez à ses ennemis! Prenez garde que ce ne soit son dernier fait d'armes, et qu'elle n'en sorte mutilée à mort, et expirante! Ne pouvez-vous donc pas mieux l'aimer? et n'a-t-elle pas assez souffert déjà, sans qu'inutilement, vous alliez l'exposer encore à être ensevelie sous les débris palpitants des fils glorieux, en qui elle place son plus cher, et peut-être son dernier espoir? Oh! arrêtez-vous, il en est temps encore!

D'ailleurs, rassurons-nous : nous ne perdrons rien pour avo i attendu quelque temps. Et si, en effet, c'est à la guerre à décider en dernier ressort de nos destinées, n'est-il pas évi-

dent qu'avec le système de prudence dont je viens de tracer une faible esquisse, nous pourrons nous présenter au champ d'honneur bien plus forts, bien plus redoutables et bien plus redoutés que nous ne le serions maintenant? L'Europe sait déjà que nous sommes capables d'un noble enthousiasme : montrons-lui beaucoup plus aujourd'hui; montrons-lui que nous sommes capables aussi de maîtriser cet enthousiasme, lorsque la raison d'État nous le commande.

Je m'adresse particulièrement à vous, chefs du mouvement qui a éclaté à Posen. Une immense responsabilité pèse sur vos têtes. Plusieurs d'entre vous ont affronté bien des périls. Les rois, lorsqu'ils étaient tout-puissants encore, ne les ont pas plus effrayés que leur terrible cortége de lois. C'était grand alors, c'était courageux. Vous avez fait vos preuves : vous avez gagné vos éperons d'or.

Il y a une couronne digne aussi d'exciter votre noble ambition; méritez-la, c'est la couronne civique. Remettez dans le fourreau le glaive, plus nuisible à présent qu'utile à la patrie. Vous tous, vous êtes investis de la confiance du peuple. Qu'à votre voix ses colères s'apaisent, ses soupçons se dissipent. Dirigez avec plus de prévoyance les forces considérables dont vous disposez. Jetez un long regard dans l'avenir, sondez-en bien toutes les probabilités, ne vous hâtez pas trop de prononcer, et, de peur de vous tromper, préparez-vous également à la paix et à la guerre.

Eh! grand Dieu! n'avons-nous pas assez vu de merveilles, dans le cours de ces deux mois, pour qu'il nous soit permis de nous défier de nos combinaisons les plus savantes?

Le roi Louis-Philippe et le prince de Metternich, capacités éminentes, hors de ligne, avouons-le (Que les temps ont changé! Il faut aujourd'hui s'excuser, en quelque sorte, de rendre la plus vulgaire justice à ceux qui, au faîte du pouvoir il y a deux mois encore, avaient tant de flatteurs!); Louis-Philippe, dis-je, et M. de Metternich croyaient bien à la paix et au

statu quo de l'Europe! Ils se sont trompés pourtant! Trois mots imprudemment lancés, une seule faute, ont, en quelques jours, produit un bouleversement que plusieurs années de guerre auraient à peine amené.

L'Autriche, cette Autriche que vous savez, l'Autriche de février encore, — constitutionnelle en avril, et sur le point de traiter avec la révolte, avec la révolte victorieuse à Milan et maîtresse de l'Italie!

M. Mieroslawski, en février, au secret dans une prison d'État de Berlin et condamné à mort, — en avril, à la tête de plusieurs milliers d'hommes armés, et traitant de puissance à puissance avec le roi de Prusse!

L'empereur Nicolas spectateur impassible de ces énormités, autorisant, dit-on, l'envoi à Saint-Pétersbourg d'une députation polonaise, chargée de solliciter le rétablissement d'un royaume de Pologne constitutionnel!

Mais c'est à n'y pas croire, tout en le voyant! Et tout cela parce qu'il a plu à Louis-Philippe de parler de *passions ennemies* ou *aveugles!*

Puisque de telles choses ont pu arriver en pleine paix européenne, pourquoi n'admettriez-vous pas que, vous aussi, vous pouvez vous tromper en pensant que l'indépendance de la Pologne ne peut être obtenue que par la guerre? Et si vous vous trompiez effectivement, et que néanmoins, ce qu'à Dieu ne plaise, vous restassiez sourds aux conseils de la raison calme et réfléchie, chaque goutte de sang que vous auriez inutilement versée, ne se dresserait-elle pas comme un spectre devant vos consciences effarées? La Pologne et la postérité ne vous en demanderaient-elles pas compte? N'avez-vous pas peur qu'un cauchemar infernal, troublant le repos de vos nuits, vienne crier à chacun de vous: « Varus, rends-nous nos légions? »

Pour ce qui me concerne, je n'aurai pas l'outrecuidance de

vouloir prédire la paix ou la guerre, et la manière dont s'arrangeront les affaires de la Pologne. Mais ce que je sais, c'est que si les choses se passaient ainsi que l'exigerait l'intérêt des peuples et des rois, alors, et l'Europe ne serait pas déchirée par la guerre, et nous, nous aurions une Pologne libre, forte et indépendante.

Voici ce qui *devrait* arriver.

Il y a un fait accompli, sur lequel les rois ne peuvent plus songer à revenir, et qu'ils doivent loyalement accepter et subir, ainsi que le pratique le roi de Prusse; ce fait, c'est la liberté.

Ceci posé, la tâche des gouvernements doit être d'introduire et de maintenir l'ordre dans la liberté de manière à ce que ces deux grands principes cardinaux puissent exister sans satiété et sans divorce.

A cet effet, d'immenses efforts d'organisation intérieure sont indispensables.

Ils ne sauraient, avec quelque espoir de succès, être tentés même si la paix venait à être sérieusement troublée.

Le plus sûr moyen d'éviter la guerre, c'est la justice et le respect du droit public, basé lui-même sur le respect des nationalités.

La domination a fait son temps. La passion de l'égalité, après avoir nivelé les individus, a envahi les peuples.

Chaque peuple veut et a le droit de vouloir être indépendant d'un autre peuple.

Les rapports de peuple à peuple ne peuvent être réglés en dehors des parties intéressées.

Les considérations de puissance, de grandeur prépondérante, disparaissent, en tant qu'elles seraient préjudiciables, et à l'équilibre européen, et au libre développement des forces respectives de chaque État.

Comme la puissance, la grandeur, sont des idées purement relatives, et que l'application des principes ci-dessus énoncés

frappe également tout le monde, il est clair que nul ne sera affaibli à son seul détriment, et que l'équilibre européen y gagnera au contraire, par une plus juste répartition des forces intrinsèques de chaque nation.

Chaque gouvernement, maître chez soi, procédera au développement et à l'amélioration du bien-être national, à la seule condition, d'un côté, d'agir dans le sens national, et de l'autre, de respecter le même droit et la même souveraineté à l'égard des autres gouvernements, et, en particulier, de ceux des États limitrophes.

Vous apercevez déjà le résultat que l'adoption de ces principes aurait pour la Pologne.

Vous voyez la Prusse et l'Autriche, en vertu du respect qu'elles doivent aux nationalités, s'occuper à organiser Posen et la Gallicie, dans un sens franchement polonais.

Vous voyez l'élément polonais, dans ces provinces, se développer, s'accroître, s'affermir tellement, que bientôt il aura absorbé tout ce qui n'était pas lui.

Vous voyez qu'alors la disjonction d'avec l'Allemagne devient indispensable.

Vous voyez l'Allemagne, la grande, la puissante, la libre Allemagne, soucieuse de conserver l'équilibre européen, veiller forcément elle-même à ce que nous formions un grand empire; y veiller, non plus à cause de nous uniquement, mais parce qu'elle ne peut pas et ne doit pas être seule à s'amoindrir.

Plaidant chaudement nos intérêts, qui, dès lors, deviennent les siens aussi, elle entame avec la Russie une négociation qui ne peut demeurer stérile; elle se dessaisit de ses provinces polonaises en faveur d'un royaume de Pologne à créer, à la charge, pour la Russie, d'en faire autant.

Pensez-vous qu'alors la Russie irait follement s'exposer à une guerre européenne? qu'elle préférerait remettre tout en question plutôt que de voir à ses côtés, sous le sceptre, par exemple, du duc de Leuchtenberg, prospérer une nation

indépendante et amie, d'origine slave comme elle-même?

Et ici, je me trouve naturellement amené à parler du gouvernement russe, non plus sous le point de vue polonais, ainsi que je l'ai fait plus haut, mais sous le rapport purement russe. Cette distinction, il est impossible que chacun ne la conçoive pas. Moi, Polonais, je puis, je dois déplorer l'asservissement de ma patrie ; je puis et je dois, avec toute l'énergie qui m'est tombée en partage, stigmatiser chaque mesure qui tend à russifier mon pays.

Mais, si je suis juste, et je dis hautement que j'ai toujours eu l'inébranlable volonté de l'être, je dois aussi convenir que ces mêmes mesures, sur lesquelles je gémis parce que je suis Polonais, ont un autre côté encore, le côté russe, et que, envisagées sous le point de vue russe, elles sont peut-être, les unes nécessaires, les autres excusables.

A l'appui de cette vérité, et afin de la rendre incontestable pour ceux mêmes qui mettraient de l'obstination à la contester, je vais citer deux exemples seulement, en rappelant deux des faits qu'en ma qualité de Polonais, j'ai sévèrement blâmés plus haut : le désarmement, et la législation en Pologne.

Après la révolution et la guerre de 1831, toute la population du royaume de Pologne a été désarmée et l'est encore. Les peines les plus sévères menacent les détenteurs d'armes à feu. Cela nous a indignés, nous autres : nous nous sommes sentis blessés, humiliés dans notre orgueil national ; les vexations, l'arbitraire, lèpre inhérente à l'administration russe, sont venus envenimer encore la plaie.

Eh bien, cette mesure, surtout à l'époque où elle a été prise, était pourtant nécessaire dans l'intérêt de la Russie. Je méprise un gouvernement qui forfait à son devoir en ne se défendant pas, ou en se défendant mollement ; et je crois qu'il serait parfaitement stupide à moi d'exiger que l'Empereur Nicolas gouvernât la Pologne de manière à ce qu'elle pût lui échapper au

plus vite : autant eût valu pour lui ne pas faire la guerre en 1831.

Second exemple. Les changements introduits dans notre législation civile, et surtout le nouveau code pénal, sont un des coups les plus funestes qui nous aient été portés. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, ces lois sont mauvaises en elles-mêmes : l'impéritie y dispute le pas à la cruauté; et je ne saurais me féliciter assez d'avoir constamment refusé de concourir à l'enfantement de cet informe avorton. Les places, m'assurait-on, les richesses, les honneurs pleuvraient sur moi. Les honneurs? peut-être; mais l'honneur! Ne savais-je pas que le but qu'il fallait atteindre, c'était la dénationalisation du royaume, et son amalgame le plus complet avec la Russie? Si l'avorton devait naître viable, je n'ai pas voulu attacher mon nom à sa vitalité. Polonais, je n'ai rempli que le plus impérieux de mes devoirs.

S'ensuit-il que la Russie, étant une fois décidée à garder la Pologne, n'avait pas le droit, et en quelque sorte l'obligation, d'extirper des codes polonais tout ce qui pouvait, soit exciter l'envie des Russes, soit favoriser le développement du germe polonais, toujours si plein de vie et de séve? En conscience, je ne puis l'affirmer. Tout au contraire, je suis forcé d'avouer que, sous le point de vue russe, la tendance du gouvernement me paraît pour le moins excusable. Mais il ne fallait pas de rigueurs inutiles, pas d'odieuses vexations, de petits coups d'épingle : ce qu'on voulait, il fallait y arriver avec dignité, bien, et en tout cas ne pas faire si mal. Je ne fais que rendre hommage à la vérité en constatant ici, que le Prince de Varsovie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour détourner du pays qu'il administre les maux inséparables de cette nouvelle législation. Le premier livre du nouveau code civil était déjà revêtu de la signature de l'Empereur, lorsque, chose unique peut-être dans les fastes de la hiérarchie russe, le Maréchal, de sa seule autorité, en suspendit la publication et en signala les conséquences

désastreuses. Ce n'est pas le Maréchal, ce sont les Solons improvisés, flatteurs plus royalistes que le roi, qui ont tout fait. Si l'Empereur Nicolas avait seulement lu cet horrible code pénal, peut-être n'aurait-il pas eu le courage d'en ordonner la promulgation.

Car n'allez donc pas croire tout de bon que l'Empereur soit un ogre, un buveur de sang, un *Nerone neronior!* Laissons à d'ignobles pamphlets le dégoûtant métier d'inventer ou de propager des calomnies. C'est aux Béotiens de la politique à puiser leurs notions d'histoire dans de si impures archives. Nous, qui voulons, et qui avons peut-être quelque droit de vouloir nous mêler sérieusement des affaires de notre pays, soyons justes; sévères, mais justes.

Je n'aime pas la politique de l'Empereur Nicolas en Pologne. Je la trouve dure, cruelle, peu habile même. Conquérir, ce n'est pas tout : c'est l'œuvre de la force et du bonheur. Consolider une conquête par des institutions analogues au caractère, aux mœurs du pays qui passe sous votre domination, voilà le nœud gordien. Au lieu de le défaire laborieusement, lentement, l'Empereur a voulu le trancher d'un coup, sans s'inquiéter des conséquences du moment. Qu'y a-t-il gagné? Nous sommes plus hostiles à son système que jamais. Les mœurs ne se brisent pas; elles se façonnent. L'Empereur a cru faire merveille en nous traitant sévèrement après la victoire : selon moi, la clémence eût mieux valu. Ce n'était pas de force qu'il fallait faire étalage : la force n'est qu'une question de temps, et nous savons attendre.

Mais, de ce que nous trouvons mauvaise la politique qu'il a suivie et qu'il suit encore à notre égard, faut-il absolument déduire la conséquence que l'Empereur Nicolas est un monstre, et que nous ne pourrons rien obtenir de lui, si ce n'est par la violence?

Je crois, au contraire, moi, et qu'il n'est pas un monstre, et que c'est précisément par la violence que nous ne lui arracherons ou rien du tout, ou presque rien.

Avant tout, Nicolas est Empereur de Russie. Les liens qui existaient entre nous, une fois brisés par la déchéance que nous avons prononcée contre lui, et par la guerre que nous lui avons faite, c'était aux armes à décider de notre sort : nous-mêmes nous l'avions voulu ainsi. Vainqueurs, nous eussions, sans faire cas de l'ancienne charte, réglé nos prétentions sur l'importance de notre victoire ; — vaincus, cette même charte, déchirée par le canon, est restée une lettre morte, et nous subissons la loi du plus fort. Il est tout aussi naturel qu'après la sanglante tragédie de 1831 on se soit défié de nous, qu'il est incontestable que la défiance a été poussée trop loin. Ce ne sont plus nos intérêts polonais, mais les intérêts russes, qui préoccupent l'Empereur de Russie. Ce n'est pas en lui prodiguant la menace et l'insulte que nous pouvons le ramener.

D'un caractère indomptable ; orgueilleux de sa toute-puissance, et en même temps soucieux de l'histoire ; populaire dans son immense empire, et dédaignant la popularité ; champion décidé de la résistance en Europe, et marchant lui-même à pas de géant dans le progrès matériel ; courageux jusqu'à la témérité ; amoureux de chevalerie, tout en ne croyant qu'aux baïonnettes ; bon et maniable dans ses rapports de famille et d'intimité, et terrible dans ses colères ; sûr de ses forces, et ombrageux à l'excès ; idolâtre de la grandeur, et minutieusement caporal ; posant pour l'Europe en Bayard, et demandant à la Russie, non l'amour, mais une servile obéissance ; sévère observateur des rites religieux, et exploitant la religion comme moyen de gouvernement ; jaloux du renom d'être accessible aux idées généreuses, et impitoyable dans ses rigueurs ; pouvant être brisé peut-être, mais incapable de plier, — l'Empereur Nicolas, dès qu'il s'agit de concessions, n'a qu'un côté vulnérable : le talon d'Achille pour lui, c'est la Russie et la postérité. Prouvons-lui qu'il est dans l'intérêt de son empire, comme dans celui de sa gloire, d'être juste et réparateur, de changer en alliés fidèles des sujets hostiles. Pourquoi n'essayerions-nous pas? Seraient-ce les

raisons qui nous manqueraient? Eh! grand Dieu! elles sont si nombreuses et si patentes, que je pourrais me dispenser de les énumérer ici. Aussi me bornerai-je à en indiquer les principales; et à cet effet, je toucherai à l'examen de ce que la Russie pourrait gagner à vouloir conserver toutes ses provinces polonaises, et de ce qu'elle perdrait en contribuant à former un royaume de Pologne.

Aujourd'hui, si la Pologne est un embarras pour la Prusse et pour l'Autriche, elle en est un bien autrement grand pour la Russie. L'Empereur Nicolas n'est pas un homme à illusions. Il est impossible qu'il ignore que jamais, que de bien longtemps au moins, il ne pourra compter sur la fidélité des Polonais; qu'ils peuvent bien subir le joug avec résignation, mais que, fût-il même doré, ce sera toujours un joug, et qu'à la première occasion, à la première lueur d'espérance, à la première possibilité, toute la Pologne se lèvera comme un seul homme pour secouer ce joug. Aussi les provinces polonaises ne sont-elles pas traitées comme le reste de la Russie : une occupation armée, quelque onéreuse qu'elle soit, y est de rigueur pour le gouvernement. En cas de guerre, non-seulement cette partie intégrante de l'empire ne serait d'aucun secours actif, effectif pour la Russie, mais entraînerait encore, pour cette dernière, l'indispensable obligation de se garder militairement contre ses propres sujets, afin d'assurer ses derrières. Au moindre échec, ce ne serait plus un seul ennemi qu'on aurait à combattre, il y en aurait un autre, insaisissable presque, et prêt à couper les communications et à mettre l'armée russe entre deux feux. La Pologne, en tant que russe, n'est qu'un obstacle pour la Russie. N'est-ce pas elle qui a déterminé l'inaction du gouvernement russe lors des événements de France et de Belgique? On s'y prendra n'importe comment, le cancer de la Russie, ce sera toujours la Pologne, tant qu'on s'obstinera à lui refuser sa nationalité. On ne gagne donc pas grand'chose à garder la Pologne.

Et que perdrait l'Empereur s'il contribuait, de concert avec

l'Allemagne, à former un royaume de Pologne? Matériellement, il y perdrait sans doute tout ce qu'il aurait détaché de ses États, et encore cette perte serait-elle contre-balancée par les pertes proportionnelles que l'Autriche et la Prusse essuyeraient en même temps. Mais, est-ce l'étendue du territoire qui constitue à elle seule la grandeur des empires? Rome n'a-t-elle pas croulé alors précisément qu'elle avait reculé ses frontières outre mesure, et précisément parce qu'alors elle se trouvait composée de trop d'éléments hétérogènes et hostiles? Que sont devenus l'empire de Charlemagne, celui de Charles-Quint, ou celui de Napoléon? Ils ont eu la durée d'un règne. La véritable force d'un État, c'est d'être compacte, de former un seul tout indissolublement lié par une entière conformité de besoins, d'intérêts et même d'affections.

Ces conditions, la Pologne peut-elle les présenter à la Russie? Ce que celle-ci perdrait en lieues carrées et en population, elle le regagnerait, et au delà, par la liberté entière de ses mouvements; par l'uniformité de l'impulsion que, sans nulle entrave, elle pourrait imprimer à son action tant intérieure qu'extérieure; et enfin, par une sincère alliance avec un peuple, sur la sincérité duquel, bien qu'il se laisse traîner à sa remorque, elle est loin de pouvoir compter maintenant.

Voilà pour la Russie.

Quant à la personne de l'Empereur, ne serait-ce pas un beau titre à la reconnaissance de la postérité, que de pratiquer la justice, à l'égard d'une nation opprimée, et morcelée par son aïeule? Lors de l'incendie du palais d'hiver à Saint-Pétersbourg, l'Empereur se tournant vers le prince impérial et lui montrant du doigt ce splendide édifice que dévoraient les flammes, lui dit : « C'est une juste expiation des orgies de mes ancêtres! » Belle parole! Mais n'y a-t-il pas d'autre expiation, bien plus grave, à s'imposer? La nation russe est noble et généreuse; un appel fait à sa loyauté par le souverain ne saurait être infructueux.

Qui sait si notre plus grand ennemi, à nous, à la Russie, à l'Europe, ce n'est pas une fatale idée qui domine l'Empereur Nicolas, à son insu peut-être? Il a peur de paraître faiblir, d'avoir l'air d'essuyer une violence morale. Ah! s'il se laissait aller à ce qui lui semble être de la faiblesse, et ce qui devant Dieu et devant l'histoire ne serait qu'une magnifique preuve de puissance, d'impartialité et de grandeur, s'il s'y laissait aller seulement, alors, d'un bout de l'Europe à l'autre, parmi les rois comme parmi les peuples, il n'éclaterait pour lui et pour son empire qu'un seul cri d'admiration et de reconnaissance! Ce ne serait plus une expiation, la spontanéité de l'Empereur en aurait fait un triomphe!

Et puisque, pour entamer une pareille négociation, ce ne seraient pas les raisons à faire valoir qui nous manqueraient, croirions-nous devoir nous en abstenir, de crainte de porter quelque préjudice à notre cause? Cette considération, si elle était fondée, serait de la plus haute importance, et mérite, par cela même, le plus sévère examen. Ne reculons pas devant cet examen et épuisons-le.

Nous avons vu déjà qu'à nous seuls, même dans l'état actuel de l'Europe, même avec les sympathies que nous inspirons, nous n'avons aucune chance de reconquérir notre indépendance les armes à la main. Nous ne pourrions donc avoir l'espoir de la reconquérir ainsi, qu'en tant qu'une des trois hypothèses suivantes viendrait à se réaliser. Ces hypothèses, les voici :

La Russie déclare la guerre à l'Europe.

La France et l'Allemagne, ou l'une d'elles, déclare la guerre à la Russie.

Une révolution russe éclate en Russie.

La Russie déclare la guerre à l'Europe. Ah! si cela arrivait, je crois bien que nous aurions beau jeu! Moi qui, aujourd'hui, prêche la patience et le calme, je crierais : A cheval! aux armes! Et qu'aurait-on besoin de le crier, puisqu'à la première nouvelle

positive d'un événement aussi heureux pour nous, nous aurions tous quitté nos enfants et nos femmes pour voler au champ d'honneur?

Mais la Russie se garde bien, non-seulement de déclarer la guerre, mais encore de se constituer le moins du monde en état d'hostilité vis-à-vis des puissances étrangères.

La France se fait républicaine; l'Italie proclame son indépendance; l'Allemagne met en lambeaux ce qui restait encore du traité de Vienne, et change de fond en comble les formes de son gouvernement; le Danemark, attaqué, plie et succombera; la Russie attend. Elle pousse ses masses compactes jusqu'aux dernières limites de son empire, mais elle ne les franchit pas; elle attend. Elle déclare solennellement à l'Europe qu'elle s'abstiendra de toute intervention, tant que ses frontières seront respectées. Elle fait plus; elle déclare qu'elle ne considérera même pas une invasion de Polonais dans ses États comme un *casus belli;* qu'elle se bornera à les écraser ou à les repousser; mais qu'elle n'ira pas au delà. Quelle fatale habileté!

Nous avions pensé, nous, que l'Empereur Nicolas n'aurait rien tant à cœur que de se jeter étourdiment sur l'Allemagne, et de vouloir de force restaurer des idées, pourries en Europe, et en vigueur en Russie. Nous voici détrompés, il me semble.

Cette chance n'en est donc plus une.

La France et l'Allemagne, ou l'une d'elles, déclare la guerre à la Russie. D'abord, un des premiers actes du nouveau gouvernement français a été de protester de son désir de conserver la paix européenne. Ensuite, pour que la France pût faire marcher ses troupes contre la Russie, il faudrait que l'Allemagne le fît aussi. L'Allemagne, même neutre, ne saurait tolérer le passage des troupes françaises par son territoire; et un seul régiment français passant le Rhin, ce serait la guerre entre la France et l'Allemagne. L'Allemagne ne veut pas de l'influence matérielle de la France; elle veut être libre par elle-même, non

par la France; et elle a raison, car elle est forte, et elle a le sentiment de sa force.

Donc ce serait à l'Allemagne à faire la guerre à la Russie.

Devrait-elle la faire?

Veut-elle la faire?

L'Allemagne ne doit pas faire maintenant la guerre à la Russie, car elle n'a rien à gagner à cette guerre. Tant que la Russie ne la gêne pas, tant que l'élément allemand peut se développer et se constituer librement, sans entraves de la part de la Russie, une guerre serait parfaitement impolitique pour l'Allemagne: car l'avantage même d'un accroissement possible du côté des provinces russes de la Baltique, ne saurait contre-balancer les désastres et les risques de tout genre qu'entraînerait une perturbation universelle.

Dût-elle même vouloir faire la guerre, nous voyons, à n'en pas douter, que l'Allemagne ne veut pas la faire. Ce qu'il lui importe, c'est d'organiser sa liberté, et d'en jouir au plus vite. Elle sait bien que la guerre remettrait tout en question. Les libertés publiques fleurissent difficilement à l'ombre des lauriers d'un soldat victorieux, et les Washingtons sont rares.

Il nous avait semblé, à nous autres, que l'Allemagne n'agirait pas avec tant de précaution, et nous n'avons pas voulu que la guerre nous prît à l'improviste : voilà une des causes principales de notre conduite à Posen. Si nous nous sommes trompés, ce n'est pas à la Prusse libérale à nous en faire un crime ; et dans le cas où notre erreur dût avoir une réaction pour résultat, nous protesterions, à la face du monde civilisé, contre une injustice aussi flagrante.

Toujours est-il que nous aurions tort, pour le moment, de compter sur une guerre que la France et l'Allemagne déclareraient à la Russie.

Une révolution russe éclate en Russie.

Trompeur espoir! mirage de notre ardente imagination! Je

ne déroulerai pas ici le tableau des calamités innombrables que vomirait une révolution sur la Russie, et par conséquent sur ses provinces polonaises; je ne parlerai pas du sang qui, longtemps coulerait à grands flots, des existences brisées par masses, des vengeances du peuple, des dévastations d'une révolution sociale, qui laisserait loin derrière elle la première révolution française. Je me bornerai seulement à dire que je ne crois pas cette révolution possible, et qu'en tout cas elle n'est au moins pas probable.

Le peuple russe n'a aucun moyen d'action simultanée ; rien ne l'a préparé aux grandes convulsions de la vie publique. En dehors du mouvement européen par sa religion et par sa langue, il ne connaît, des crises qui font tressaillir l'Europe, que ce qu'elles ont de fâcheux et de plus douloureux pour le moment actuel. Matériellement parlant, et sauf les abus, il est presque partout heureux, et il n'aspire à aucun autre bonheur que le bonheur matériel. Voilà pour le peuple.

La noblesse couve bien de secrets désirs d'une importance plus large et plus développée que celle qui lui est accordée; mais un frein tout-puissant, point d'arrêt invincible et dominant toute autre considération, la retient; ce frein, ce sont les serfs, et la peur d'un carnage général, ou au moins d'une ruine certaine.

Le clergé et les employés, classe nombreuse et influente, sont entièrement à la dévotion du pouvoir.

L'armée, habituée à une discipline plus que sévère et rigoureuse, obéit à des chefs qui, depuis le premier jusqu'au dernier, tiennent tout de l'Empereur, et qui savent qu'un seul soupçon les priverait de tout. Aucune intelligence, même la plus secrète, ne sera hasardée entre les divers commandants de régiment ou de corps. Quelques jeunes officiers, têtes exaltées, pourraient bien rêver le rôle de Pestel ou de Mouravieff : leurs tentatives, si même elles avaient lieu, resteraient isolées et devraient échouer. D'ailleurs, le simple soldat aime l'Empereur qui, à

chaque parade, à chaque revue, à chaque manœuvre, lui prodigue généreusement de l'argent.

Les étrangers, en grand nombre dans les principales villes de l'empire, ne pensent qu'à faire fortune au plus vite, tremblent de se compromettre vis-à-vis du gouvernement et sont tous conservateurs.

Ce tableau ne flatte pas nos désirs, et n'est guère propre à nourrir nos illusions; mais il est fidèle. N'avais-je pas raison d'affirmer qu'une révolution en Russie est pour le moins improbable? Après cela, un miracle peut arriver: nous en voyons tant de nos jours! Je ne me charge pas de raisonner avec un miracle : je me prosterne et j'adore.

Maintenant, voyons si de pacifiques démarches, ayant pour but l'indépendance, pourraient nous nuire au cas même où, malgré nos prévisions contraires, l'une des combinaisons ci-dessus viendrait à se réaliser.

Cela me paraît mathématiquement impossible. L'histoire ne fourmille-t-elle pas d'exemples de négociations entamées et longtemps poursuivies, et brisées ensuite par la guerre? Que faisait Napoléon? Avant, pendant et après le combat, il traitait toujours. Nous croirions-nous plus forts que ne l'était Napoléon? La Grèce, la Belgique, longtemps opprimées comme nous, doivent leur indépendance aux combats et aux traités. Nous, nous avons déjà combattu; c'est maintenant le tour des négociations, jusqu'à ce que de nouveaux combats deviennent indispensables. Négocions, puisque nous ne pouvons pas nous battre; négocions avec tout le monde, avec la France, avec l'Allemagne, avec la Russie. Ces négociations, même infructueuses, rien que tentées, nous donneront cependant un avantage immense, et voici lequel :

Aujourd'hui, nous ne sommes à craindre pour personne, et nous sommes un embarras pour tout le monde. Cette position qui, en diplomatie, équivaut à l'enfer du Dante, nous nous la

sommes créée, parce que nous tâtonnons. Mais par le fait seul de tentatives sérieuses de médiation auprès de la France, et de négociations avec l'Allemagne et la Russie, nous exécuterions une manœuvre assez habile, je crois. Nous constaterions devant l'Europe, notre inébranlable volonté d'être; — tout en invoquant le secours de l'Allemagne, nous lui ferions sentir, que si elle hésitait à nous l'assurer, nous nous tournerions du côté de la Russie; — et enfin, nous pousserions la Russie elle-même à s'occuper activement de nos affaires, ne fût-ce que pour ne pas les voir s'arranger par l'initiative et sous l'influence de l'Allemagne. Donc, d'emblée, de solliciteurs rebutés, nous nous poserions en peuple dont l'alliance n'est pas à dédaigner.

Cette face de la question me parait mériter qu'on y réfléchisse un peu.

Mais sachons être habiles. Ne débutons pas par rendre toute négociation impossible. Appuyons-nous principalement sur l'Allemagne. Qu'elle soit notre médiatrice, elle, prête à prêcher d'exemple. Pour qu'elle puisse l'être elle-même franchement, et pour qu'elle ait des chances de succès, rassurons-la, rassurons la Russie sur nos vœux. Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions. Nous voulons la liberté, mais l'ordre avec elle : une monarchie constitutionnelle et non une république.

Une république! nous, vouloir la république! nous, qui avons péri par elle! La folie serait tellement insigne, ses conséquences tellement désastreuses, son point d'appui tellement près de zéro, que moi, qui professe une sainte horreur des jugements téméraires, je n'hésiterais pas à proclamer hautement que ceux qui, aujourd'hui, parleraient sérieusement pour nous d'une république, trahiraient les intérêts les plus sacrés de la patrie. Nous, avec notre caractère turbulent; nous, après bientôt un siècle d'asservissement, avides de jouir de la liberté, et, par cela même, enclins à l'abus; nous, ne pouvant devoir notre nouvelle existence qu'à la coopération de l'Allemagne et de la Russie,

qui, elles, ne veulent pas de république, nous, républicains! Nous, qui, pour toucher seulement au gigantesque travail d'organisation qui nous attend, avons un si grand besoin de paix, nous qui avons toujours eu des rois, nous, nous exposer à une guerre certaine, par une haine factice contre les rois!

Et la France! la France est républicaine, et elle prospérera!

Et que me fait, à moi, la France? et qu'ai-je à m'occuper d'elle? Arbitre elle-même de ses destinées, qu'elle les fixe à sa guise. J'aime la France; tous mes vœux sont pour elle. Je m'associerai toujours, de cœur, à sa gloire comme à ses revers, si tant est qu'elle s'en prépare. Mais par-dessus tout j'aime la Pologne. Je ne veux de la France pour la Pologne, que ce qui a déjà reçu la sanction de l'expérience. Si la France, que Dieu l'en préserve! commettait des fautes, j'en gémirais pour elle, mais je voudrais au moins que mon pays en profitât et qu'elles lui servissent d'enseignement. Aveugles contemplateurs de ce qui se passe sous vos yeux, l'histoire est-elle donc muette pour vous? Ne vous êtes-vous pas convaincus encore, que les doctrines nouvelles ne prennent racine dans les autres pays de l'Europe, que lorsqu'elles ont d'abord passé par le creuset de la France, de ce vaste cratère où elles s'élaborent péniblement, avant d'éclater mûres et d'aller ensuite embraser le monde? Pygmées! vous croiriez-vous assez puissants pour essayer des théories gouvernementales? Vous voulez parodier la France! Voyez-la donc, comme elle se débat, haletante, sous les théories de M. Louis Blanc, qui, s'il n'est le plus grand homme des temps modernes, sera infailliblement le Law du XIXe siècle! La roche Tarpéienne est près du Capitole!

Mais je m'arrête. Ma raison s'égare, et je deviens ridicule en voulant démontrer l'évidence. On ne prouve pas le soleil, on le montre : à l'aveugle même il suffit de faire sentir l'ardeur de ses rayons, pour qu'il sache que c'est le soleil.

Pourtant, une seule observation encore.

Nous cherchons en France l'incertaine solution d'un sanglant

problème. lorsqu'aux portes mêmes de cette France, bouleversée maintenant et inquiète du lendemain, nous voyons grandir et prospérer en paix, sous le sceptre d'un roi, une nation, amie aussi, libre, riche, et ne le cédant à aucune autre en civilisation. Les libertés dont jouit la Belgique ne nous suffiraient-elles donc pas? Mais, à moins de rêver un monde imaginaire, il est impossible que nous puissions désirer davantage.

Farouches jacobins à mots aussi vides que sonores, ineptes imitateurs de jongleries politiques, vous qui ne respirez à l'aise que dans une atmosphère de troubles et de désordres, et qui pourtant avez toujours à la bouche le saint nom de la liberté, allez en Belgique, initiez-vous aux rouages de son organisation, et dites-nous ensuite quelle liberté, autre que la sienne, vous voudriez obtenir; quel genre de prospérité qu'elle ne possède pas, vous souhaiteriez à la Pologne; et quel chef vous paraîtrait meilleur pour notre patrie régénérée, qu'un roi pareil à celui qui règne sur les Belges.

Ma tâche est finie. Je livre ces pages à la méditation de ceux que l'état actuel de l'Europe appelle à s'occuper des affaires de la Pologne. Je n'ai fait qu'ébaucher : à eux maintenant à compléter l'œuvre.

Les opinions que j'ai combattues se dresseront peut-être menaçantes contre moi. Je ne leur demande que d'être à mon égard aussi justes que je l'ai été pour elles. Si l'on me combat à mon tour, sera-ce avec des armes aussi courtoises que les miennes? Je l'ignore. Ce que je n'ignore pas, c'est qu'à une époque où nul ne dit son dernier mot, c'est une faute que d'émettre une opinion qui, par son impartialité même, doit heurter beaucoup de partis.

Cette faute, je la commets sciemment et volontairement. Il m'a paru que je devais la vérité à mon pays, à l'Europe, à moi-même : je l'ai dite, sans animosité comme sans faiblesse.

NOTE A LA PAGE 25.

La question de l'abolition de la noblesse et des titres me paraît beaucoup plus importante qu'on ne le croit; non que j'attache un grand prix politique à la conservation de la noblesse, mais précisément parce que ce ne serait qu'une mesure stérile, aujourd'hui que, dépouillée depuis longtemps des priviléges qui en faisaient un des plus puissants corps de l'État, elle n'a plus, comme tel, aucun droit ni aucune influence.

Ce que j'avance a l'air d'un paradoxe, et n'en est pourtant pas un. Je m'explique.

Nous voulons tous l'égalité. Nous ne pouvons toutefois vouloir que l'égalité possible, c'est-à-dire, l'égalité de droits et de devoirs, l'égalité devant la loi. Toute autre interprétation mènerait droit à la communauté des femmes, au communisme, à la destruction de la propriété et de la famille, à l'absurde enfin.

Vous ne pouvez pas faire que le pauvre ait les jouissances du riche; que le sot soit recherché à l'égal de l'homme d'esprit; qu'un portefaix, un épicier, un laboureur, les meilleurs et les plus exemplaires de tous les portefaix, épiciers et laboureurs passés, présents et futurs, marchent de pair, socialement parlant, avec un général ou un ministre.

Pourquoi ne le pouvez-vous pas?

Parce que vous ne pouvez abolir ni la richesse, ni l'esprit, ni les distinctions sociales sans lesquelles il n'y aurait pas de société.

Mais ce que vous pouvez et ce que vous devez faire, c'est de lever toutes les barrières, d'aplanir tous les obstacles qui empêcheraient un pauvre, de parvenir à la richesse ; un sot, d'orner son esprit de toutes les connaissances possibles ; et un portefaix, un épicier ou un aboureur, de devenir général ou ministre.

De même, vous ne pouvez pas empêcher un Richelieu, un Schwarzenberg, un Zamoyski, d'avoir des ancêtres.

Pourquoi?

Parce que, que vous vous appeliez monarchie ou république, vous ne pouvez ni abolir, ni déchirer l'histoire.

Ce que vous pouvez et ce que vous devez faire, c'est de laisser toutes les carrières ouvertes à tout le monde, afin que le plus obscur des habitants du sol puisse aspirer et parvenir aux plus hautes illustrations, et se constituer ainsi, par son mérite, chef d'une glorieuse lignée.

Les grandes races historiques ont-elles une autre origine? et n'est-ce pas toujours, ou presque toujours, aux services rendus au pays qu'elles doivent l'éclat dont elles brillent? Il y a eu bien des abus, certes ; mais, d'abord, ces abus n'existent plus ; et ensuite, s'il y en avait encore, ce serait à eux qu'il faudrait faire une guerre acharnée, et non proscrire l'usage, de peur que l'abus ne vînt à se glisser. Beau moyen, en vérité! Et y a-t-il quelque chose au monde dont on n'abuse? L'ordre, la religion, le pouvoir, la liberté, n'en a-t-on pas abusé et n'en abusera-t-on pas encore? Irez-vous les proscrire pour cela? Vous-même, là, franchement, n'avez-vous jamais abusé de la république?

Vous voulez être plus sages et plus puissants que Dieu, qui, partout, dans nos inclinations, dans nos facultés, a placé l'abus à côté de l'usage, afin de ne pas nous priver de notre libre arbitre. Mais cette œuvre de passion que vous avez entreprise, ne voyez-vous pas que, tôt ou tard, vous devez y échouer?

Supposons M. de Lamartine savetier, fils et arrière-petit-fils de savetiers, tout ce qu'il y a de plus savetier au monde. Dites-moi un peu, dans quel arsenal exhumeriez-vous des lois, qui, après dix siècles, si vous voulez, empêchassent un Lamartine, avec ou sans particule, de se prévaloir d'un chef de race si glorieux, de proclamer

avec une juste et noble fierté qu'il descend du grand poëte, de l'éloquent orateur, du Tacite du XIXe siècle, du ministre habile, du citoyen ferme et courageux, de M. Alphonse de Lamartine enfin, ou, si vous y tenez, du citoyen savetier Lamartine? Dites-moi, si une longue suite de pareils aïeux, savetiers d'origine, princes par l'intelligence et par le mérite, ne constituerait pas, en dépit de tous vos décrets, une bonne et illustre noblesse?

Voilà pour le côté purement rationnel de la question.

Sous le point de vue politique, je crois la chose plus grave encore. Si la noblesse n'existait pas, et qu'on proposât de l'introduire, de l'inventer, je concevrais toutes les répugnances, toutes les susceptibilités que je ne saurais admettre maintenant, que la noblesse est un fait historique. Un gouvernement libéral et sage doit s'efforcer d'assurer la liberté, la prospérité et l'égalité à tous les habitants du pays, sans aucune distinction de classes; mais il doit en même temps se bien garder d'en heurter aucune.

Vous me direz qu'il n'y a plus de classes, qu'il n'y a plus que des citoyens. C'est une puérile querelle de mots. Quoi que vous fassiez, vous aurez toujours des cultivateurs, des ouvriers, des boutiquiers, des banquiers, des soldats, des magistrats, des professions libérales, et d'autres qui ne le seront pas. Appelez-les classe, ordre, confrérie, comme il vous plaira; ne leur donnez même aucune dénomination spéciale; tout cela n'y fera rien. Vous ne sauriez empêcher la société d'exister, et la société établira elle-même des lignes de démarcation, que toute loi sera impuissante à effacer.

Il y a donc des nobles, il y a des gens titrés. Si, comme tels, ils avaient le droit, ou s'ils pouvaient même avoir la pensée de prétendre à la moindre prééminence légale, oh! alors, je vous passerais toutes les rigueurs, jusqu'à la suppression, si vous voulez. Mais ils n'y songent même pas. En proscrivant des souvenirs qui sont un culte de famille pour eux, des souvenirs auxquels se rattachent la gloire et l'éclat de la patrie, ne voyez-vous pas que vous vous en faites, sinon des ennemis, au moins des indifférents? Ils auront beau dire et beau faire, ils ne marcheront pas dans votre sens aussi franchement qu'ils l'eussent fait si vous ne vous étiez pas attaqués à leurs innocents hochets : ils les regretteront malgré eux. Et l'on commet

une grande faute en politique, lorsque, sans y être forcé par une nécessité impérieuse, absolue, on fait germer des regrets dans une partie notable de la population. Il ne faut pas que toute une catégorie de citoyens, surtout si elle est nombreuse et influente, ait à gagner à un changement de principe dans le gouvernement.

L'affront, que l'offenseur oublie en insensé,
Vit, et toujours remue au cœur de l'offensé.

Vous ne pouvez alléguer pour excuse, l'ombrage que ces titres porteraient à ceux qui n'en ont pas ; car il ne dépend que de vous d'en décerner comme récompenses nationales.

Que si vous me disiez qu'il est indigne d'un gouvernement libre, d'alimenter parmi les citoyens l'amour de ces distinctions vaniteuses, je vous ferais observer qu'en voulant avoir des hommes parfaits, vous voulez l'impossible ; qu'une vanité, basée sur des services rendus à l'État, est bien légitime, et qu'il est même légitime à un père de désirer transmettre à son fils une distinction, purement honorifique, ne fût-ce que pour lui rappeler les vertus paternelles, et pour l'engager à les imiter. Noblesse oblige.

Vous permettez au fils d'un millionnaire de recueillir l'héritage de son père : il sera donc puissamment riche, rien que *parce qu'il se sera donné la peine de naître;* et votre fils et le mien peut-être devront gagner à la sueur de leur front le pain de leurs enfants. Que voulez-vous ! Ce sont de ces aspérités sociales contre lesquelles il serait inutile de nous roidir ; nous nous briserions le crâne et les mêmes aspérités n'en existeraient pas moins. Contentons-nous donc de l'égalité logique, de l'égalité devant la loi.

Eh vraiment ! lorsque je me dis que si Henri V habitait la France, il monterait la garde comme tout autre citoyen, je ne vois pas en quoi la noblesse pourrait raisonnablement offusquer encore ! Je ne conçois pas davantage pourquoi, si on me laisse ma fortune, on m'ôterait mon titre ; ni pourquoi il ne serait permis à mon fils d'hériter que de la première seulement, et à l'exclusion du second.

D'ailleurs, je l'avoue franchement, il y a quelque chose qui me choque, et dans ceux qui s'acharnent à supprimer ce qu'ils n'ont pas eux-mêmes, et dans ceux qui, avec un grand luxe de mots patrio-

tiques, font fi de leurs blasons : cela ressemble d'une singulière façon à de la jalousie et à de l'envie, ou à de la bassesse et à de la lâcheté. Voilà des sentiments qu'il ne faudrait ni provoquer, ni encourager, ni satisfaire.

N'oublions pas non plus que nous vivons en Europe, et que cette vieille Europe, qui craque de tous côtés, s'obstine à ne pas vouloir crouler. Elle tient à ses souvenirs, à ses illustrations antiques, la vieille folle. Elle prétend être archilibérale, amie ardente du progrès, mais d'un progrès réfléchi et non violent. Elle ne veut décidément plus d'idées féodales, et fait main basse sur ceux de leurs vestiges qui pourraient inquiéter le moins du monde; mais elle croit, en même temps, que ce serait un acte de vandalisme que de raser les tours, les créneaux, les monuments de cette époque, et de se venger du passé sur ces ruines vermoulues, mais historiques. Elle croit encore, l'entêtée, qu'abolir la noblesse, totalement inoffensive désormais, serait exercer le même vandalisme, au moral, et s'acheminer à grands pas vers un bouleversement social, qui lui répugne invinciblement. L'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, pensent que ce serait se créer d'inutiles et de fâcheuses entraves, que d'abolir la noblesse; elles ne lui contestent pas une importance sociale qu'elles veulent, non se rendre hostile, mais utiliser; et elles ont la prétention d'être libres, parfaitement libres, avec des ducs et des marquis, pourvu que, devant la loi, ceux-ci et les charbonniers, par exemple, soient complétement égaux. Qu'y ferez-vous? Elle est ainsi, l'Europe. Est-il prudent de la heurter de front?

Pour nous autres, Polonais, toutes ces considérations générales sont renforcées encore par d'autres qui nous sont propres, à nous. Tout le monde les connaît; il serait donc inutile de les rappeler. Mais c'est une raison de plus pour nous, d'être prudents au possible, de ne rien faire par entraînement, et de nous régler toujours sur l'Europe, et surtout sur nos plus proches voisins. Prenons au moment actuel ce qu'il peut nous offrir : l'avenir est à nous. *Prius est esse, quam esse talis.*